

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION des ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'environnement
et du développement durable

3D.3B/ALG

**ARRETE D'AUTORISATION
SOCIETE SAINT-GOBAIN EMBALLAGE
A OIRY**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,**

**INSTALLATIONS CLASSEES
N° 2005-A-157-IC**

VU :

- le code de l'environnement ;
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 14 mai 1993 relatif à l'industrie du verre ;
- l'arrêté du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- l'arrêté préfectoral du 27 mai 2002 portant approbation du plan régional pour la qualité de l'air en Champagne-Ardenne ;
- l'arrêté préfectoral n° 83.A.7 du 21 mars 1983 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Oiry de la société Saint Gobain Emballage ;
- l'arrêté préfectoral n° 92.A.23.IC du 26 juin 1992 autorisant l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits finis et une nouvelle ligne de fabrication "grands contenants" ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 95.A.05.IC du 13 janvier 1995 autorisant l'augmentation de la capacité du four de la verrerie lors de sa reconstruction jusqu'à 450 t/jour ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-APC-154-IC du 17 octobre 2002 concernant la prévention du risque de la légionellose par l'utilisation des tours aéroréfrigérantes de la verrerie ;

- la demande du 29 septembre 1999 par laquelle la société Saint Gobain emballage, dont le siège social se situe 18 Avenue d'Alsace - La défense 3 - 92400 Courbevoie, a sollicité une nouvelle autorisation d'exploiter son usine à Oiry, avec une augmentation de capacité de production de verre (580 t/j au lieu de 450 t/j) et une augmentation du volume des entrepôts couverts pour le stockage des palettes de bouteilles (259 900 m³ au lieu de 135 000 m³);
- l'avis formulé le 9 décembre 1999 par le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- l'avis formulé le 14 janvier 2000 par le directeur départemental de l'équipement ;
- l'avis formulé le 21 février 2000 par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- l'avis formulé le 12 janvier 2000 par l'institut national des appellations d'origine, notamment par le chef de la division juridique et protection internationale ;
- l'avis formulé le 31 janvier 2000 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, pour la mission inter services de l'eau ;
- l'avis formulé le 23 décembre 1999 par l'inspecteur du travail ;
- l'avis formulé le 4 janvier 2000 par le conseil municipal de Cramant ;
- l'avis formulé le 15 décembre 1999 par le conseil municipal de Mareuil sur Ay ;
- les résultats de l'enquête publique ouverte en mairie de Oiry du 21 décembre 1999 au 21 janvier 2000 ;
- l'avis favorable en date du 23 février 2000 du commissaire enquêteur;
- l'avis favorable en date du 1^{er} mars 2000 du sous-préfet de l'arrondissement d'Epernay ;
- les résultats de l'étude rédigée le 13 novembre 2002 par l'Inéris concernant l'évaluation du risque sanitaire des émissions de métaux lourds provenant du four de la verrerie ;
- la déclaration du 1^{er} avril 2003 concernant l'antériorité des fontaines de nettoyage de pièces sous la rubrique 2564 de la nomenclature ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2005;
- l'avis émis par le Conseil départemental d'hygiène en date du 8 septembre 2005;

CONSIDÉRANT :

- que le risque sanitaire attribuable à la verrerie, comme le risque sanitaire environnemental sont acceptables, tant par inhalation que par ingestion, pour les métaux lourds traceurs du risque : Pb, Ni, Cr (VI), Cd, As (inhalation) ; Pb, Ni, Cr (III), par ingestion ;
- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition de Madame la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

Arrête

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet de l'autorisation

1.1 - Activités autorisées

La société Saint Gobain Emballage, dont le siège social se situe "Les Miroirs" 18 avenue d'Alsace - La Défense 3 - 92400 Courbevoie, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine, sur le territoire de la commune de Oiry (51).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

La mise en application à la date d'effet des prescriptions du présent arrêté entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet, notamment celles contenues dans les arrêtés suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 83.A.7 du 21 mars 1983 ;
- l'arrêté préfectoral n° 92.A.23.IC du 26 juin 1992 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 95.A.05.IC du 13 janvier 1995 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-APC-154-IC du 17 octobre 2002.

L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique et régime	Quantité autorisée
Fabrication et travail du verre sodocalcique, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant supérieure à 5 t/j : Un four à boucle (18 MW ; 144 m ²) de capacité de production de 580 t/j 5 feeders ou canaux réfractaires (2,4 MW) 5 arches de recuit (4 MW). Taxe de coefficient 2.	2530-1a autorisation	580 t/j
Dépôts de liquides inflammables tels que définis à la rubrique 1430 ; la capacité totale équivalente étant supérieure à 100 m ³ - 2 cuves de 630 m ³ de fioul lourd (coef. 1/15) dans rétention de 1000 m ³ - 1 cuve de 12 m ³ de fioul domestique (coef. 1/5) et 1 cuve de 90 m ³ de gazole de Quench (coef. 1/5) dans une rétention de 130 m ³ . Taxe de coefficient 3.	1432-2a autorisation	104,4 m ³
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts ; le volume des entrepôts déterminé avec la hauteur sous ferme étant supérieur à 50 000 m ³ : - MPF A : cour (81 x 41 x 7,5) ; 3321 m ² ; 24 908 m ³ - MPF B : cour (77 x 39 x 8,8) ; 3003 m ² ; 26426 m ³ - MPF C : cour (77 x 21,5 x 8,8) ; 1655 m ² ; 14568 m ³ - MPF D : (35,7 x 24,5 x 7,5) ; 875 m ² ; 6560 m ³ - MPF E : (73,3 x 36,3 x 7,5) ; 2660 m ² ; 19956 m ³ - MPF F : (162 x 73,2 x 7,5) ; 11858 m ² ; 88938 m ³ - MPF G : Nord (135,1 x 48,8 x 8,1) ; 6593 m ² ; 53 402 m ³ - MPF H : Nord (103,2 x 20,6 x 7,7) ; 2126 m ² ; 16370 m ³	1510-1 autorisation	251 128 m ³
Installation de réfrigération ou de compression ; la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW : - 8 compresseurs d'air	2920-2a autorisation	2119 kW

Désignation de l'activité	Rubrique et régime	Quantité autorisée
Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : remplissage de réservoirs alimentant des moteurs comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	1414-3 déclaration	
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues ; la quantité étant supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure à 20 000 m ³ : - dépôt de palettes : 1152 m ³ - dépôts de cartons : 867 m ³	1530-2 déclaration	2019 m ³
Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives sous formes de sources scellées conformes aux normes NF M 61002 et NF M 61003 contenant des radionucléides du groupe 3 ; l'activité totale étant supérieure à 3700 MBq, mais inférieure à 3700 GBq : - 1 source radioactive de 111 GBq	1720-3b déclaration	111 GBq
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ; la puissance étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW : - 2 mélangeuses de 58 et 43 kW - 2 broyeurs de 11 et 7,5 kW	2515-2 déclaration	119,5 kW
Travail mécanique des métaux et alliages ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	2560-2 déclaration	57,5 kW
Nettoyage de pièces mécaniques ou électriques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques : - fontaine atelier moulure : 200 l - fontaine atelier "machines à verre" : 200 l - fontaine atelier "mécanique générale" : 200 l - fontaine atelier "électrique" : 200 l - fontaine atelier "bout froid" : 200 l - fontaine atelier "mécanique fusion" : 60 l	2564-2 déclaration	1060 l
Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation..., par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage des surfaces visés par la rubrique 2564 ; le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur à 1500 l : - dégraissage de pièces métalliques dans une cuve de 1400 litres contenant du barcène	2565-2b déclaration	1400 l
Installation de combustion consommant seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds...à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, avec les gaz de combustion, des matières entrantes ; la puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW : - chaufferie : 2 chaudières mixtes gaz-fioul (2 MW) - chauffage des locaux au gaz naturel (1,3 MW) - groupe électrogène de secours (1,1 MW)	2910-A2 déclaration	4,4 MW

Désignation de l'activité	Rubrique et régime	Quantité autorisée
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit ouvert, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2000 kW : - Tour n° 1 de refroidissement des eaux industrielles de 581 kW	2921-1b déclaration	581 kW
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit fermé : Un circuit de refroidissement des compresseurs avec une tour n° 2 de 1224 kW et une tour n° 3 de 704 kW de puissance thermique évacuée	2921-2 déclaration	
Atelier de charge d'accumulateurs ; la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 10 kW	2925 déclaration	49 kW
Dépôt de gaz inflammables liquéfiés de 3,2 t (7500 litres)	1412 non classé	3,2 t
Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères; le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ : - films et plaques plastiques de conditionnement : 521 m ³	2663 non classé	521 m ³
Prélèvement d'eau dans la nappe		
Rejet d'eau dans les eaux superficielles		

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées relevant du régime de la déclaration mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Article 2 : Conditions générales de l'autorisation

2.1 - Conformité aux plans et aux données techniques

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations de l'établissement et leurs annexes doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation.

2.2 - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

2.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.4 - Contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5 - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.6 - Maîtrise de l'énergie

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'énergie.

Il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments explicatifs du choix de la source d'énergie retenue ainsi que de l'efficacité énergétique des installations en place.

Pour l'application de l'article 4 de l'arrêté du 25 avril 2000 relatif aux caractéristiques des fiouls lourds, l'établissement est autorisé à utiliser pour partie le fioul lourd BTS (à basse teneur en soufre < 2 %). Ce fioul lourd BTS est utilisé en combustible mixte avec du fioul lourd TBTS. Le pourcentage de fioul lourd BTS est fixé par l'exploitant afin de respecter les valeurs limites de rejet de d'oxydes de soufre.

L'utilisation du fioul lourd HTS, du CRN30 ou d'autres résidus de distillation n'est pas autorisée.

2.7 - Conception des installations

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux et des sols ainsi que les risques industriels.

2.8 - Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation des installations de combustion, et des dispositifs de sécurité.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Article 3 : Limitation des prélèvements d'eau

3.1 - Origine de l'approvisionnement en eau

L'approvisionnement en eau de l'établissement s'effectue à partir :

- d'une arrivée par le réseau d'eau de ville, utilisée pour un usage domestique et les contrôles de produits ;
- de deux forages, à 35 mètres de profondeur et situés au Sud-Ouest de l'usine. Deux pompes immergées de 60 m³/h alimentent un château d'eau de 840 m³, formé de 7 réserves de 120 m³.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau; notamment les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

La consommation d'eau à partir des forages est limitée à 90 000 m³ par an.

3.2 - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

Les niveaux de prélèvements dans les eaux souterraines sont inférieurs ou égales aux valeurs suivantes, :

- débit instantané..... (2 x 60) 120 m³/h
- débit journalier 500 m³/j

sauf cas de force majeure, auquel cas SGE préviendra l'inspection des installations classées.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La réalisation de tout nouveau forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Les forages doivent faire l'objet d'une déclaration en application de l'article 131 du code minier si la profondeur dépasse 10 mètres.

3.3 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4 - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

3.5 - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures doivent être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.

Article 4 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

4.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux et des sols.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident ou d'incendie (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues pour le rejet dans le milieu naturel, soit comme déchets.

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...). En particulier toutes dispositions doivent être prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

4.2 - Canalisations de transport des fluides

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

4.3 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

4.4 - Réservoirs

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- Si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau ;
- Si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent porter l'indication de la pression maximale autorisée en service, et être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression en service.

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que les autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau ou de dispositifs empêchant leur débordement, et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage.

4.5 - Cuvettes de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 600 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l. Pour les stockages construits après le 1^{er} juillet 2004, la capacité est portée à 800 litres.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Cette étanchéité doit être vérifiée périodiquement au moins une fois par an.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les rétentions situées en bordure des voies de circulation doivent être protégées contre les dérives de véhicules.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles que pour les stockages.

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

Les produits recueillis dans les cuvettes de rétention ou les aires étanches sont de préférence récupérés et recyclés ou, en cas d'impossibilité, traités et rejetés dans des conditions conformes à l'arrêté d'autorisation ou doivent être éliminés comme des déchets.

La vidange des cuvettes de rétention sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

Article 5 : Collecte des effluents

5.1 - Réseaux de collecte

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

Les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.2 - Bassins de confinement

Une rétention chargée de recueillir des éventuelles coulées intempestives de verre est placée en sous-sol. Elle est isolée du reste des installations à risques.

Une lagune de 600 m³ assure la collecte des eaux polluées lors d'une coulée de four accidentelle et la collecte des eaux d'extinction d'incendie.

La surface des zones actives permettant la collecte des eaux pluviales de ruissellement au sol est inférieure à 5 hectares. L'établissement ne dispose pas de bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales, soit 10 mm d'eau. Cependant le réseau de collecte des eaux pluviales est raccordé à un décanteur-deshuileur.

Article 6 : Traitement des effluents liquides

6.1 - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2 - Conception des installations de traitement

Les unités de traitement des effluents doivent être conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux

variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents. Dans le cas contraire, les mesures nécessaires doivent être prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

Les eaux pluviales de ruissellement collectées ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur séparateur l'hydrocarbures dont la capacité est dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis.

6.3 - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4 - Dysfonctionnement des installations de traitement

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

6.5 - Raccordement à la station d'épuration communale

Le raccordement à la station d'épuration communale fait l'objet d'une convention passée entre l'établissement et le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration).

En application de l'article L. 35-8 du code de la santé publique, les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

Article 7 : Définition des rejets

7.1 - Identification des effluents

Le rejet des eaux pluviales, des eaux de déconcentration de la tour de refroidissement des compresseurs, des condensats de vapeur du système de chauffage du dépôt de fioul ainsi que le surplus des eaux "caves" est autorisé dans le cours d'eau "Les Tarnauds" via le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

(Les eaux issues de l'aire de lavage des pièces mécaniques et les eaux domestiques sont rejetées vers la station d'épuration de Mardeuil.

7.2 - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3 - Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.

7.4 - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ils ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement de la station d'épuration.

7.5 - Localisation des points de rejet

L'établissement comporte deux points de rejets d'effluents liquides, situés à l'ouest de l'usine :

- L'émissaire 1 vers le cours d'eau "Les tarnauds"
- L'émissaire 2 vers la station d'épuration collective à Mardeuil.

Article 8 : Valeurs limites de rejets

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

8.1 - Rejet en cours d'eau "Les tarnauds"

Les eaux résiduaires, hors eaux pluviales, rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :

débit journalier, en dehors des eaux pluviales 250 m³/j pendant un an à compter de la notification de l'arrêté préfectoral puis 160 m³/j

Substances	Concentration (en mg/l)	Flux (en g/j)	Méthode de référence
MES	24 /	3 800 /	NF EN 872
DCO	72 /	11 500 /	NFT 90101
DBO5	40 /	6 400 /	NFT 90103
Azote Kjeldahl	10	1 600	NF EN ISO 25663
Hydrocarbures totaux	3	540	NFT 90114
Aluminium total (Al)	0,1	16	FDT 90119
Cadmium (Cd)	0,01	1,6	NFT 90112
Chrome total (Cr)	0,05	8	NFT 90112
Cuivre (Cu)	0,1	16	NFT 90112
Fer total (Fe)	1	160	NFT 90112
Nickel (Ni)	0,1	16	NFT 90112
Plomb (Pb)	0,1	16	NFT 90112
zinc (Zn)	1	160	NFT 90112
étain (Sn)	0,2	32	NFT 90119

Les eaux pluviales collectées et rejetées doivent respecter les valeurs limites de concentration mentionnées

ci-dessus.

La température de rejet doit être inférieure à 30 °C et le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

8.2 - Rejet à la station d'épuration collective

Les effluents rejetés vers la station d'épuration urbaine doivent respecter les valeurs limites suivantes :

débit journalier 10 m³/j

Substances	Concentration (en mg/l)	Flux (en g/j)	Méthode de référence
MES	600	6 000	NF EN 872
DCO	1400	14 000	NFT 90101
DBO5	500	5 000	NFT 90103
Azote global (exprimé en N)	150	1 500	NFT 90110, 90012, 90013
phosphore total (exprimé en P)	50	500	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	10	100	NFT 90114
Aluminium total (Al)	1	10	FDT 90119
Cadmium (Cd)	0,2	2	NFT 90112
Chrome total (Cr)	0,5	5	NFT 90112
Cuivre (Cu)	0,5	5	NFT 90112
Fer total (Fe)	3	30	NFT 90112
Nickel (Ni)	0,5	5	NFT 90112
Plomb (Pb)	0,5	5	NFT 90112
zinc (Zn)	2	20	NFT 90112
étain (Sn)	2	20	NFT 90119

8.3 - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

Article 9 : Epandage d'eaux usées ou résiduaires

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets de l'établissement n'est pas autorisé.

Article 10 : Conditions de rejet

10.1 - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

10.2 - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

10.3 - Equipement des points de prélèvements

Avant rejet au milieu naturel, l'ouvrage d'évacuation des eaux doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,

Avant rejet dans le réseau d'assainissement, l'ouvrages d'évacuation des effluents doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,

Article 11 : Surveillance des rejets

11.1 - Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions définies ci-après.

Une mesure mensuelle doit être réalisée sur les rejets vers "Les Tarnauds", à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Les paramètres mesurés sont ceux dont les valeurs limites sont fixées.

Une mesure par trimestre doit être réalisée sur les rejets d'eaux usées rejetées vers la station d'épuration collective, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Les paramètres mesurés sont ceux dont les valeurs limites sont fixées

La quantité d'eau rejetée doit être mesurée en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 mètres cubes. Dans les autres cas, le débit doit être déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

11.2 - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

11.3 - Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 11.1 ci-dessus doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

11.4 - Transmissions des résultats d'autosurveillance

Les résultats des mesures doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, dans les formes qu'il définira, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 12 : Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant est tenu d'assurer la surveillance des eaux souterraines. Cette surveillance devra être effective

dans un délai d'un an à partir de la notification du présent arrêté.

L'exploitant doit constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- et un puits de contrôle en amont.

La localisation de ces puits est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits.

Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements dans les conditions énoncées ci-après :

Paramètres	Méthodes d'analyses
Hydrocarbures totaux	NF T 90 114
Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90 101
Arsenic	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cadmium	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Mercur	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Plomb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885

Les résultats des mesures ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 13 : Déclaration annuelle des rejets

Les émissions des installations exploitées sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.

Article 14 : Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- a) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- b) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- c) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- d) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- e) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,

- f) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 15 : Dispositions générales

15.1 - Réduction des émissions

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

15.2 - Captage des émissions

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

L'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs.

15.3 - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Le facteur de dilution au seuil de perception des gaz émis à l'atmosphère par une source odorante, canalisée, canalizable ou diffuse, ne doit pas dépasser 20.

En cas de dépassement de cette valeur, le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses ne doit pas dépasser 300.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...)

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.

15.4 - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification du stockage ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés.

Article 16 : Conditions de rejet à l'atmosphère

16.1 - Points de rejet à l'atmosphère

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

Les rejets à l'atmosphère doivent, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois,...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

16.2 - Points de prélèvement

Chaque canalisation de rejet d'effluent doit être prévue des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Le point de prélèvement d'échantillons doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues pour la surveillance des rejets dans des conditions représentatives.

Article 17 : Traitement des rejets atmosphériques

Les effluents gazeux doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté (électrofiltres ; filtres à manches ; épuration sèche des SOx à la chaux...).

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

La durée cumulée pendant laquelle les valeurs limites de rejet fixées pour les rejets atmosphériques pourraient être dépassées pour entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration ne doit pas dépasser 250 heures par an.

Les installations de traitement sont correctement entretenues.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des installations d'épuration. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Article 18 : Générateurs thermiques

Les deux chaudières de la chaufferie sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.

La chaufferie comporte deux conduits de cheminées.

Article 19 : Autres installations que les chaudières

Le four verrier, les feeders et les arches de recuit sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 (verreries) ou du texte qui s'y substitue.

19.1 - Constitution des installations

Désignation	Puissance ou capacité	Combustible	Observations
Four à boucle 5 feeders 5 arches de recuit traitement de surface à chaud laquage des moules dégraissage des pièces	18 MW total : 2,4 MW total : 4 MW	Fioul lourd et/ou gaz Gaz Gaz	

19.2 - Cheminée du four

La cheminée du four verrier doit satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 relatif à l'industrie du verre, ou des dispositions qui s'y substituent.

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection en m/s
Conduit four	69		Four verrier	33 000	8

19.3 - Valeurs limites de rejet des émissions sauf chaudières

Jusqu'au 31 décembre 2008, les effluents gazeux rejetés par la cheminée du four doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, en flux horaire, en flux annuel, et en flux spécifique par tonne de verre produite :

Paramètres Jusqu'au 31 décembre 2008 Tableau 1	Normes	Concen- tration	Flux horaire	Flux annuel	Flux par tonne de verre
		mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Poussières totales – unité de fusion	NFX 44052	330	8458	74095	350
Monoxyde de carbone	FD X 20361 et 363	100	4592	40223	
Oxydes de soufre (en SO ₂)	XP X 43 310 FD X 20351 à 355 et 357	2000	72500	635100	3000
Oxydes d'azote (en NO ₂) - jusqu'au 1/1/2007 - à compter du 1/1/2007		950	36250	317550	1500
		600	27550	241338	1140
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques de chlore (en HCl)	NF EN 1911	50	4229	37048	175
Fluor et composés (en HF)	PRX 43304	10	846	7410	35
Antimoine (Sb)	NF XP 43 051	1	25	219	-
Arsenic (As)	NF XP 43 051	0,2	5	44	
Cadmium (Cd)	NF XP 43 051	0,2	5	44	-
Chrome VI (Cr VI)	NF XP 43 051	0,2	5	44	-

Paramètres Jusqu'au 31 décembre 2008 Tableau 1	Normes	Concen- tration	Flux horaire	Flux annuel	Flux par tonne de verre
		mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Chrome total (Cr)	NF XP 43 051	8	210	1839	
Cobalt (Co)	NF XP 43 051	0.2	5	44	-
Cuivre (Cu)	NF XP 43 051	1	25	219	
Etain (Sn)	NF XP 43 051	1	25	219	
Manganèse (Mn)	NF XP 43 051	1	25	219	
Mercure (Hg)	XP X 43 308	0.05	1.2	10	
Nickel (Ni)	NF XP 43 051	4	100	876	-
Plomb (Pb)	NF XP 43 051	9	280	2400	-
Sélénium (Se)	NF XP 43 051	0.3	7.5	66	-
Thallium (Tl)	NF XP 43 051	0.05	1.2	10	
Vanadium (V)	NF XP 43 051	1	25	219	-
Zinc (Zn)	NF XP 43 051	1	25	219	
Somme (CrVI + Pb + Cd + Sb + Ni + Co + Se + V)					35
Composés organiques volatils totaux	NF X 43 301 et NF EN 12 619	110	3630	31798	
H ₂ S		5	165	1445	
Amines (exprimé en azote)		5	165	1445	
HAP	XP X 43 329	0.1	3.3	28	

Jusqu'au 31 décembre 2008, les effluents gazeux rejetés par le traitement de surface à chaud des bouteilles doivent respecter les valeurs limites suivantes :

chlorure d'hydrogène et composés (en HCl) 50 mg/Nm³
 organoétain (exprimé en Sn) ... 1 mg/Nm³
 poussières totales 100 mg/Nm³

Les effluents gazeux rejetés par la hotte du laquage des moules de fabrication sont minimales (utilisation de 4 à 5 litres de laque par mois).

Les vapeurs au-dessus du bac de dégraissage des pièces sont dirigées vers l'atmosphère par un conduit.

A partir du 31 décembre 2008 les effluents gazeux rejetés par l'unité de fusion et les postes de traitement de surface à chaud doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, en flux horaire, et en flux annuel, et en flux spécifique (le facteur de conversion étant égal à 1,9 pour transformer les concentrations en mg/m³ en flux spécifique en g/tonne de verre : les verres sont des verres d'emballages réduits produit par un four à boucle) :

Paramètres A partir du 31 décembre 2008	Normes	Concen- tration	Flux horaire	Flux annuel	Flux/ t verre
		mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Poussières totales	NFX 44052	30	1378	12069	57

Paramètres A partir du 31 décembre 2008	Normes	Concen- tration	Flux horaire	Flux annuel	Flux/ t verre
		mg/Nm ³	g/h	kg/an	g/tv
Monoxyde de carbone	FD X 20361-3	100	4592	40223	190
Oxydes de soufre (en SO ₂) - avec recyclage	XP X 43 310				
- Fioul lourd + 0 à 25 % de gaz	FD X 20351 à	1500	68875	603345	2850
- Fioul lourd + 25 à 50 % de gaz	355 et 357	1250	57396	502787	2375
- Fioul lourd + 50 à 75 % de gaz		1000	45917	402230	1900
- Fioul lourd + 75 à 90 % de gaz		750	34438	301672	1425
- Gaz		500	22958	201115	950
Oxydes d'azote (en NO ₂)		600	27550	241338	1140
Chlorure d'hydrogène et composés (en HCl)	NF EN 1911	40	1837	16089	76
Fluor et composés (en HF)	PRX 43304	5	230	2011	9,5
Antimoine (Sb)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Arsenic (As)	NF XP 43 051	0,2	9	79	0,38
Cadmium (Cd)	NF XP 43 051	0,05	2,3	20	0,095
(*)		0,1	4,6	40	0,19
Chrome VI (Cr VI)	NF XP 43 051	0,2	9	79	0,38
Chrome total (Cr)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Cobalt (Co)	NF XP 43 051	0,2	9	79	0,38
Cuivre (Cu)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Etain (Sn)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Manganèse (Mn)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Mercure (Hg)	XP X 43 308	0,05	2,3	20	0,095
Nickel (Ni)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Plomb (Pb)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Sélénium (Se)	NF XP 43 051	0,3	13,6	119	0,57
Thallium (Tl)	NF XP 43 051	0,05	2,3	20	0,095
Vanadium (V)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Zinc (Zn)	NF XP 43 051	1	46	403	1,9
Somme Cd + Hg + Tl		0,1	4,6	40	0,19
(*)		0,15	6,9	60	0,285
Somme As + Co + Ni + Se		1	46	403	1,9
Somme Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V		5	230	2011	9,5
Composés organiques volatils totaux (Exprimés en COT)	NF X 43 301 et NF EN 12 619	20	920	8059	-
H ₂ S		5	230	2011	
Amines (exprimé en azote)		5	230	2011	
HAP	XP X 43 329	0,1	4,6	403	-

(*) Valeurs pour le verre d'emballage dont le taux de recyclage de calcin externe est supérieur à 40 % et dont les poussières de filtres sont recyclées dans le four.

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température : 273° K
- pression : 101,3 KPa
- pourcentage d'oxygène : 8 % en volume.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement, voisine d'une demi-heure et représentative des conditions d'exploitation.

Article 20 : Contrôle et surveillance

20.1 - Autosurveillance

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La mesure des rejets doit être effectuée suivant la périodicité fixée dans le tableau suivant.

Surveillance des rejets à l'atmosphère		
Paramètres	Périodicité prescrite jusqu'au 31/12/08	Périodicité prescrite après le 31/12/08
Poussières totales sur unité de fusion	Evaluation en permanence par opacimètre	Evaluation en permanence par opacimètre
Monoxyde de carbone	Annuelle	Annuelle
Oxydes de soufre	Permanent ou calcul par bilan matière	Permanent ou calcul par bilan matière
Oxydes d'azote	Permanent	Permanent
Chlorure d'hydrogène	Annuelle	Annuelle
Fluor	Annuelle	Annuelle
Cadmium + mercure + thallium	semestrielle	semestrielle
Arsenic + cobalt + nickel + sélénium	Mensuel *	semestrielle
Plomb :	Journalière*	semestrielle
Sb + Cr + Cu + Sn + Mn + V	semestrielle	semestrielle
COV totaux	Annuelle **	Annuelle **
COV à phrase de risque R45, R46, R49, R60, et R61	Annuelle **	Annuelle **
COV à phrase de risque R40	Annuelle **	Annuelle **
H ₂ S	Annuelle **	Annuelle **
Amines	Annuelle **	Annuelle **
HAP	Annuelle	Annuelle

* Jusqu'à l'installation d'un dépoussiéreur, un prélèvement représentatif d'une semaine tous les mois peut être envisagé selon un protocole proposé par l'exploitant et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées en remplacement de la mesure quotidienne de la somme des métaux

** annuelle et suppression possible de la surveillance sur la base d'une campagne de mesure démontrant l'absence significative de ces composés et de la remise des documents à Monsieur le Préfet

Chaînes de traitement à chaud jusqu'à leur raccordement

Poussières	Annuelle
HCl ou ses composés	Annuelle
Sn ou Ti en fonction du produit de traitement utilisé	Annuelle

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles pour le mois N est adressé à l'inspection des installations classées avant la fin du mois N + 1, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Disposition particulière pour le Hg, et Tl

En ce qui concerne le cadmium, le mercure et le thallium, les valeurs limites peuvent s'appliquer uniquement au cadmium si l'exploitant démontre que les matières premières contiennent des quantités négligeables de mercure et de thallium. L'exploitant pourra compléter sa démonstration avec un bilan des analyses de rejet gazeux en sa possession.

Le dossier est remis à monsieur le préfet du département.

Disposition particulière pour le Sb, Cu et Mn

En ce qui concerne l'antimoine, le chrome, le cuivre, l'étain le manganèse et le vanadium, la valeur limite peut s'appliquer uniquement à la somme des métaux suivants : Cr total, Sn, V si l'exploitant démontre que les matières premières utilisées contiennent des quantités négligeables de Sb, Cu et de Mn. L'exploitant pourra compléter sa démonstration avec un bilan des analyses de rejet gazeux en sa possession.

Le dossier est remis à monsieur le préfet du département.

20.2 - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses fixées (absence de dérive), l'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement par un organisme agréé.

Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

20.3 - Contrôle de l'impact des rejets sur l'environnement

20.3.1. - Surveillance de la qualité de l'air

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants, à compter de l'année 2005 jusqu'en 2008 :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Plomb	Annuel	NF X 43 026 et NF X 43 027
Chrome	Annuel	
Nickel	Annuel	

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure doivent être installés et exploités sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Une attention particulière sera apportée aux rejets diffus.

Les résultats de ces contrôles sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires, en particulier sur le respect des hypothèses de l'étude des risques sanitaires.

20.3.2. - Surveillance des végétaux

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité des sols et des végétaux sur les paramètres suivants, à compter de l'année 2005 :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Plomb	Tous les 3 ans	
Chrome	Tous les 3 ans	
Nickel	Tous les 3 ans	

Le nombre de points de mesure et les conditions de mesure sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces contrôles sont transmis dès réception à l'inspection des installations accompagné de commentaires, en particulier sur le respect des hypothèses de l'étude des risques sanitaires.

20.4 - Dispositions particulières concernant les COV

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

20.5 - Déclarations annuelles des rejets à l'atmosphère

Arrêté du 24 décembre 2002

Les émissions de l'établissement sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.

Déclaration spécifique aux gaz à effet de serre

L'exploitant devra produire annuellement, et au plus tard le 15 février de l'année n+1 pour l'année n, une déclaration spécifique aux émissions de gaz à effet de serre en équivalent CO₂. Cette déclaration devra préciser :

- la production réelle de l'année écoulée ;
- les émissions de gaz en équivalent CO₂ générées en séparant clairement l'estimation des émissions des installations de combustion et les émissions liées au procédé.

Cette déclaration devra être renseignée sur la base des consommations réelles de combustibles et de matières premières de l'année écoulée, auxquelles seront appliqués des facteurs d'émission permettant d'évaluer les rejets de gaz à effet de serre.

Article 21 : Prévention de la légionellose

L'établissement Saint Gobain Emballage à Oiry comporte des tours aéroréfrigérantes :

- un circuit ouvert de refroidissement des eaux industrielles avec une tour aéroréfrigérante (TAR n° 1) de 581 kW de puissance thermique évacuée ;
- un circuit fermé de refroidissement des compresseurs comprenant deux tours aéroréfrigérantes (TAR n° 2 de 1224 kW de puissance thermique évacuée et TAR n° 3 de 704 kW de puissance thermique évacuée).

L'exploitation des ces installations de refroidissement doit être conforme à l'arrêté du 13 décembre 2004 relatifs aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au

TITRE IV - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Article 22 : Construction et exploitation

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- La circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 23 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

Article 24 : Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 25 : Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Emplacement	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A)	
		Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Point 1	Portail d'entrée	65	55
Point 2	Limite ouest du site	70	60
Point 3	Limite nord du site	70	60
Point 4	Limite Est du site	70	60

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe

de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance de 200 mètres de la limite de propriété.

Article 26 : Contrôles

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Article 27 : Mesures périodiques

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées. Ces mesures se font au moins une fois tous les trois ans, en limite de propriété (4 points définis ci-dessus) et dans un rayon de 200 mètres (2 points vers Oiry et 1 dans la zone industrielle).

Les mesures sont effectuées selon la méthode définies en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 28 : Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses exploitations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. A cette fin, il doit successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

A l'exception des déchets inertes, les stockages doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux de pluies.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

Article 29 : Nature des déchets produits et caractérisation

Les déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur en exploitation normale, ainsi que le niveau de gestion, sont mentionnés dans le tableau suivant :

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Quantité maximale stockée sur le site en t	Filières de traitement
10 11 05	Boues et fines de verre des bassins d'eau recyclée	35 t	20 t	DIB classe 2
10 11 15 *	Sulfates bas de chambres	25 t	20 t	Décharge classée
11 01 07 *	Barcène (bain alcalin dilué)	2,5 t	2,5 t	Traitement
13 02 05 *	Huiles usagées	10 t	10 t	Valorisation
13 05 02 *	Boues provenant de séparateurs d'hydrocarbures	20 t	20 t	PCV
15 01 01	Cartons - papiers	60 t	20 t	Valorisation
15 01 02	Housses polyéthylène	40 t	20 t	Valorisation
15 01 02	Fûts plastiques	3 t	3 t	Valorisation
15 01 02	Plaques thermoformées	280 t	20 t	Valorisation
15 01 03	Bois	20 t	20 t	Valorisation
15 01 04	Fûts métal	3 t	3 t	Valorisation
15 01 10 *	aérosols	0,15 t	0,15 t	Valorisation
15 02 02 *	Gants-torches-chiffons DIS solides	15 t	15 t	Valorisation
16 06 05	Piles	0,1 t	0,1 t	Valorisation
16 11 05 *	Réfractaires usagés pollués			Décharge classée après traitement

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Quantité maximale stockée sur le site en t	Filières de traitement
16 11 06	Réfractaires usagées inertes			Valorisation ou décharge inerte ou décharge de classe 2
17 02 01	Déchets bois	20 t	20 t	Valorisation
17 04 01	Moules bronze	5 t	5 t	Valorisation
17 04 05	Métaux	60 t	20 t	Valorisation
18 01 00	Déchets d'infirmierie			Incinération
19 08 04	Déchets liquides	12 t	12 t	Traitement
20 01 01	Cartons - papiers	60 t	20 t	Valorisation
20 01 02	Néon - lampes	0,7 t	0,7 t	Valorisation
20 01 04	Plaques thermoformées	280 t	100 t	Valorisation
20 01 06	Métaux divers	60 t	30 t	Valorisation
20 01 06	Moules bronze	5 t	5 t	Valorisation
20 01 07	Palettes bois	13 t	13 t	Valorisation
20 01 20	Néons - lampes sodium			Valorisation
20 01 20	Piles			Valorisation
20 01 22	Aérosols			Valorisation
20 01 35 *	Matériel informatique	0,5 t	0,5 t	Valorisation
20 03 01	Déchets industriels banals	110 t	20 t	Décharge

(*) déchets dangereux au sens de la directive 91/689/CEE.

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une mesure des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Article 30 : Elimination – valorisation des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994).

Les huiles usagées sont collectées par catégories et doivent être remises obligatoirement soit à un ramasseur agréé pour le département, soit directement à un régénérateur ou éliminateur agréé.

Les boues mises en décharge doivent contenir au moins 30 p. 100 de matières sèches; cette condition ne doit pas faire obstacle à la limitation de leur volume.

La valorisation agricole des boues provenant du traitement des eaux devra s'effectuer dans des conditions conformes à la norme NF U 44041 ; dans les autres cas, les boues doivent être traitées comme des déchets.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

L'exploitant doit par ailleurs être en mesure de justifier du caractère ultime au sens de l'article L 541-1 du code de l'environnement des déchets mis en décharge.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il peut être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques lorsque ces derniers sont utilisés comme combustibles lors des exercices d'incendie.

Article 31 : Comptabilité - autosurveillance

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 20 avril 2002,
- type et quantité de déchets produits,
- opération ayant généré chaque déchet ,
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets,
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation,
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation,
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan trimestriel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus.

TITRE VI - PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

Article 32 : Règles d'implantation et d'aménagement

32.1 - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

32.2 - Comportement au feu des bâtiments

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

La toiture de la halle de fabrication est équipée d'une zone totalement ouverte, une zone à ouverture modulable, et de cinq aérateurs statiques assurant l'évacuation des fumées.

32.3 - Protection contre la foudre

Il existe 2 paratonnerres avec compteurs au magasin MPF F et 2 paratonnerres avec compteurs à la cheminée du four.

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement doit être respecté.

Les pièces justificatives du respect de l'arrêté du 28 janvier 1993 sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

32.4 - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

32.5 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

32.6 - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux

normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

32.7 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

32.8 - Détections en cas d'accident

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

32.9 - Matériel électrique de sécurité

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteur de l'usine.

32.10 - Charges électrostatiques

Dans les parties de l'installation présentant un risque "atmosphère explosive" toutes précautions doivent être prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité.

Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes doivent être notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables,
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillage, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

Article 33 : Règles d'exploitation

33.1 - Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

33.2 - Contrôle de l'accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

33.3 - Surveillance d'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

33.4 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque doit être signalé.

Lorsqu'une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, l'exploitant doit définir les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives de façon permanente, semi-permanente ou épisodique. Notamment les locaux contenant des gaz inflammables ou des gaz inflammables liquéfiés, des liquides inflammables de 1^{re} catégorie ou des solides facilement inflammables au sens de la directive étiquetage doivent être classés dans ces zones.

33.5 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

33.6 - Surveillance et entretien

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations doivent être mesurés et si nécessaire enregistrés en continu. De plus, le dispositif de conduite des installations doit être conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de la fabrication.

Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables doit être équipé d'un dispositif d'alarme de température ou de tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables.

33.7 - Conduite des installations

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

33.8 - Interdiction des feux

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériels susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée conjointement avec le personnel devant exécuter les travaux. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

33.9 - Permis de travail - Permis de feu

Dans les parties de l'installation de risque d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

33.10 - Connaissance des produits - étiquetage

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les appareils doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux.

33.11 - Propreté

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles, dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

33.12 - Etat des stocks

L'exploitant doit tenir à jour :

- un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ;
- un état du stock de combustibles liquides ;
- un état de la consommation des différents combustibles ;
- un état du stock de produits finis ;
- un plan général des stockages.

Ces documents doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

33.13 - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

33.14 - Formation du personnel

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière doit être assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques,...).

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées et les opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

33.15 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

33.16 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties avec risques "incendie" et "atmosphères explosives" ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation avec risques incendie ou explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article 5 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.).

33.17 - Règles de circulation

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier toutes dispositions doivent être prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies réservées à l'intervention des secours.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour des opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues de secours.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

33.18 - Gestion et séparation des risques

Les produits incompatibles entre eux ne doivent jamais être stockés dans un même local ou à moins de 5 mètres les uns des autres.

Article 34 : Moyens d'intervention et de secours

34.1 - Accessibilité et issues

Les bâtiments et dépôts doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

A l'intérieur des ateliers, des bâtiments de stockage, des allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

34.2 - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des dépôts et des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Lorsque la nature des produits stockés le justifie, des douches et des douches oculaires doivent être installées et maintenues en état de fonctionner en permanence.

34.3 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; notamment près des entrepôts ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans l'usine ; ils sont situés à proximité des issues et de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

34.4 - Equipe de première intervention

L'exploitant doit veiller à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

34.5 - Signalement

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
 - des stockages présentant des risques,
 - des locaux à risques,
 - des boutons d'arrêt d'urgence.
- ainsi que les diverses interdictions.

34.6 - Réseau d'alerte

L'usine doit être équipée d'un réseau d'alerte réparti de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un point d'alerte à partir d'une installation ou d'un stockage, ne dépasse 100 mètres.

Article 35 : Organisation des secours

Le plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est mis à jour par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours. Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens que l'exploitant met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et au Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours.

Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

TITRE VII - DISPOSITIONS PROPRES A CERTAINES INSTALLATIONS

Article 36 : Entrepôts de stockage

36.1 - Etat des matières stockées dans les entrepôts

(article 3 de l'arrêté du 5 août 2002)

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

36.2 - Eloignement

Les entrepôts sont implantés à une distance d'au moins 30 mètres des immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion. Les entrepôts ne contenant aucun produit, objet ou matériel présentant des risques d'explosion, la distance par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public est réduite à 10 mètres.

36.3 - accès

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi périmètre au moins des entrepôts. Cette voie, extérieure aux entrepôts, doit permettre l'accès des camions pompes des sapeurs pompiers et, en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

36.4 - Dispositions constructives

La toiture des entrepôts est réalisée avec des éléments incombustibles.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

36.5 - Désenfumage des entrepôts

La toiture des entrepôts, en partie supérieure à la hauteur utile sous ferme, comporte à concurrence d'au moins 2 % de la surface du bâtiment, des éléments judicieusement répartis permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur ou mise à l'air libre directe).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est supérieure ou égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. Cette disposition n'est pas obligatoire dans les entrepôts ou parties d'entrepôt continuellement ouverts sur la hauteur utile sous ferme et sur au moins leur demi-périmètre.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

36.6 - Compartimentage des entrepôts

Les surfaces et les volumes sous fermes des magasins de produits finis sont les suivants :

MPF A : cour (81 x 41 x 7,5) ; 3321 m² ; 24 908 m³ ; bâtiment isolé
MPF B : cour (77 x 39 x 8,8) ; 3003 m² ; 26426 m³ ; bâtiment isolé
MPF C : cour (77 x 21,5 x 8,8) ; 1655 m² ; 14568 m³ ; bâtiment isolé
MPF D : (35,7 x 24,5 x 7,5) ; 875 m² ; 6560 m³ ; contigu à MPF E ;
MPF E : (73,3 x 36,3 x 7,5) ; 2660 m² ; 19956 m³ ; contigu à MPF D et à MPF F ;
MPF F : (162 x 73,2 x 7,5) ; 11858 m² ; 88938 m³ ; contigu à MPF E et à MPF G ;
MPF G : Nord (135,1 x 48,8 x 8,1) ; 6593 m² ; 53 402 m³ ; contigu à MPF F mais isolé par un mur ;
MPF H : Nord (103,2 x 20,6 x 7,7) ; 2126 m² ; 16370 m³ ; bâtiment isolé.

Les magasins MPF A, MPF B, MPF C et MPF H sont isolés par un espace libre au moins égal à 10 mètres, de toutes autres constructions ou de stockages de matières combustibles, et les uns des autres.

Les magasins MPF F et MPF G sont isolés par un mur coupe-feu de degré 1 heure. A défaut de mur coupe-feu, les stockages de ces magasins sont séparés par une allée de 10 mètres de large sans stockage.

Les magasins MPF E et MPF F sont isolés par un mur coupe-feu de degré 1 heure. A défaut de mur coupe-feu, les stockages de ces magasins sont séparés par une allée de 10 mètres de large sans stockage.

Les magasins ou ensemble de magasins de superficie supérieure à 4000 m² sont divisés en cellules de stockage de 4000 m² au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré 1 heure. A défaut les conditions suivantes sont simultanément respectées :

- des moyens de lutte contre l'incendie particuliers sont installés : extinction automatique approprié ou RIA situés sur des faces accessibles opposées répondant aux règles de l'art ;
- la diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre le désenfumage.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

Les locaux situés dans le magasin principal (MPF F) doivent être isolés par une paroi coupe-feu 1 heure. Les portes d'intercommunication doivent être pare-flamme de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte.

36.7 - Matières particulières

(Article 10 de l'arrêté du 5 août 2002)

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez de chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

36.8 - Organisation du stockage

Le stockage dans les entrepôts est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Les produits entreposés en masse (sacs, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante:

- surface maximale des blocs de matière sèches : 1000 mètres carrés pour les palettes de produits finis ; 250 mètres carrés pour les autres matières combustibles éventuelles ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;
- distance entre deux blocs : 2 mètres minimum ;
- un espace minimal de 1 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs.

Par dérogation, les blocs formés par les palettes de produits finis pourront avoir une surface comprise entre 1000 m² et 1700 m² compte tenu des mesures compensatoires suivantes :

- aération naturelle des bâtiments de stockage, aucun bâtiment n'étant bardé ;
- présence de poteaux incendie disposés à différents endroits ;
- allées suffisamment larges entre les différents blocs, supérieures à 6 mètres ;
- présence 24 h/ 24 h d'un personnel expérimenté sur le site, apte à intervenir à tout moment en cas de début d'incendie.

36.9 - Détection incendie

(Article 14 de l'arrêté du 5 août 2002)

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

36.10 - Moyens de lutte contre l'incendie

(article 15 de l'arrêté du 4 août 2002)

L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

36.11 - Issues

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de cinquante mètres de l'une d'elles, et vingt-cinq mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-porte et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

36.12 - Installations électriques

Les entrepôts ne possèdent pas de moyens de manutention fixe, ni de chariot sans conducteur.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle des paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans les locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré deux heures et largement ventilés.

36.13 - Eclairage des entrepôts

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

36.14 - Ventilation et chauffage des entrepôts

Les entrepôts ne sont pas ventilés mécaniquement. Ils ne sont pas chauffés.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisée dans les locaux administratif ou sociaux séparés des zones de stockage.

36.15 - Travaux de réparation

(article 22 de l'arrêté du 5 août 2002)

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

36.16 - Consignes pour les entrepôts

(article 23 de l'arrêté du 5 août 2002)

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent article doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

36.17 - Maintenance

(article 24 de l'arrêté du 5 août 2002)

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

Article 37 : Dépôt d'hydrocarbures

37.1 - Périmètres d'isolement

Deux zones d'isolement sont établies autour de la cuvette de rétention du stockage de fioul lourd en prenant en compte les flux thermiques calculés suivant la circulaire du 9 novembre 1989 :

- Une zone Z1 de 36 m par rapport aux bords de la cuvette, dans laquelle sont interdits les locaux habités ou occupés par des tiers et voies extérieures ne desservant pas l'usine. Cette zone Z1 correspond aux premiers effets de mortalité (flux thermique supérieur ou égal à 5 kW/m^2).
- Une zone Z2 de 48 m par rapport aux bords de la cuvette de rétention, dans laquelle sont interdits les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, les voies nouvelles à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour et les voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs. Cette zone Z2 correspond aux premiers effets de brûlures significatives (flux thermique supérieur ou égal à 3 kW/m^2).

Ces zones sont reportées sur le plan annexé au présent arrêté.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement engendré par ses installations.

37.2 - Cuvettes de rétention

Les deux cuves de fioul lourd de 630 m^3 sont dans une cuvette de rétention en béton de 1000 m^3 .

La cuve de 12 m^3 de FOD et la cuve de 90 m^3 de gazole sont dans une cuvette de rétention en béton de 130 m^3 .

Les murets de rétention sont étanches et doivent résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ces murets sont adossés au sol et la rétention est enterrée. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus.

Une lagune de 600 m^3 peut collecter les eaux d'un éventuel incendie sur le dépôt d'hydrocarbures. Les eaux polluées doivent être traitées par le décanteur déshuileur avant rejet, en respectant les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

37.3 - Protection incendie

Le dépôt de fioul lourd est équipé de deux générateurs et déversoirs de mousse d'un débit de 225 l/min chacun. La réserve d'émulseur est constituée de 2 containers de 1000 litres d'émulseur à bas foisonnement (FFG + FFP).

Dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne la réserve d'émulseur et sa mise en œuvre devront permettre :

- l'extinction en vingt minutes et le refroidissement des réservoirs. Le taux d'application de la solution moussante sera au minimum de $5 \text{ l/m}^2/\text{min}$;

- l'attaque à la mousse du feu de la cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément protéger les installations menacées par le feu. Le taux d'application réduit sera au minimum de 2,5 l/m²/min pendant une heure.

37.4 - Exercice incendie pour le dépôt fioul lourd

Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie du dépôt de fioul lourd, notamment des essais d'émulseurs, doivent être réalisés tous les trois ans.

37.5 - Equipements

Les bacs sont équipés de vannes manuelles.

Dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, les vannes de pied de bac doivent être de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive.

En sus des protections électriques traditionnelles les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul.

Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperie, caniveaux, point bas de cuvette...) seront équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme au bureau de garde ou en salle de contrôle.

Les traversées de murets par des canalisations sont fermées par des plaques de tôle de 10 mm d'épaisseur ou par tout dispositif de jointement coupe-feu 4 heures. Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette ou à sa sécurité devront être exclues de celles-ci.

Les cuves de fioul lourd sont équipées en sommet de dômes en col de cygne ouverts à l'atmosphère.

37.6 - Inventaire

Un inventaire quotidien est déposé au laboratoire usine pour la gestion des stocks d'hydrocarbures.

37.7 - Travaux d'entretien

Des travaux d'entretien, d'aménagement ou de réparation sur le dépôt ne doivent être réalisés qu'avec l'autorisation écrite du responsable du dépôt ou du responsable d'exploitation.

Il devra recevoir une formation particulière sur la délivrance de ces autorisations (appelées communément permis de travail et permis-feu).

La validité et le respect des conditions d'octroi de ces permis seront contrôlés au démarrage et durant chaque poste par des personnes qualifiées de la société exploitante du dépôt et habilitées à remplir ces tâches.

Article 38 : Installations de combustion

38.1 - Générateurs thermiques

Les deux chaudières de la chaufferie sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.

Le four verrier, les feeders et les arches de recuit sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 (verreries) ou du texte qui s'y substitue.

38.2 - Alimentation en combustibles

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible.

38.3 - Dispositifs de contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

38.4 - Entretien et travaux sur les installations de combustion

L'exploitant doit veiller à l'entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspecteur des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

38.5 - Conduite des installations de combustion

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Article 39 : Installation de remplissage de réservoirs en GPL

L'installation de distribution de GPL est soumise aux dispositions de l'arrêté du 24 août 1998 modifié relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 1414.

Article 40 : Dépôt de palettes bois

La hauteur des piles de palettes ne doit pas dépasser trois mètres. Le dépôt doit être à une distance minimum de cinq mètres de la clôture et des entrepôts couverts. Toutefois les piles de palettes pourront atteindre une hauteur de 4,5 mètres sous réserve qu'un espace laissé libre de plus de 10 mètres les séparent de tous bâtiments.

Article 41 : Sources radioactives

1° Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

2° Au cours de l'emploi des rayonnements les sources seront placées à une distance limitant un lieu accessible aux tiers ou un lieu public telle que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an.

Au besoin un écran supplémentaire en matériau convenable sera interposé sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

Un contrôle des débits d'équivalent de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles aux tiers, la ou les sources étant en position d'emploi ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil devra être effectué. Le contrôle se fera périodiquement (au moins deux fois par an).

Les résultats de ce contrôle seront consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées à qui ils seront transmis une fois par an. Ces contrôles pourront être effectués par l'exploitant.

3° En dehors des heures d'emploi, les sources scellées seront conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée. Elles seront notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible.

4° Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés d'une façon apparente à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article 21 du décret n° 66 450 du 20 juin 1966, la signalisation sera celle de cette zone.

5° Les récipients contenant les sources devront porter extérieurement en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels (Curies) et la date de la mesure de cette activité.

6° Des consignes particulièrement strictes pour l'application des prescriptions précédentes seront affichées dans les lieux de travail et de stockage.

7° Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives doit être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures :

- au préfet,
- à l'inspecteur des installations classées,
- à l'Office de Protection contre les rayonnements ionisants, (OPRI) - B.P. n° 35 - 78110 Le Vésinet
- à la Commission interministérielle des Radioéléments Artificiels (CIREA) - B.P. 90 - 92260 Fontenay aux Roses

La déclaration doit comporter :

- la nature des radioéléments,
- leur activité,
- les types et numéros d'identification des sources,
- le ou les fournisseurs,
- la date et les circonstances détaillées de l'événement.

Les Services d'Incendie et de secours ainsi que la gendarmerie doivent également être informés par l'exploitant.

En cas de vol, de perte, ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant doit faire réaliser des mesures de la radioactivité sur l'ensemble du site industriel et sa périphérie, notamment les établissements recevant du public, afin de détecter la présence éventuelle de la source perdue. Ces mesures concernent également les systèmes d'évacuation des eaux.

Elles sont réalisées par l'exploitant sous le contrôle de l'inspecteur des installations classées ou par un organisme compétent choisi par l'exploitant en accord avec l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant analyse avec rigueur les entrées-sorties des matériels et met en place un contrôle sanitaire des personnes habituellement présentes sur le site dans l'attente des mesures de radioactivité. l'accès des tiers à l'établissement est limité au plus bas niveau possible.

En cas de vol, de perte ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant fait procéder à une annonce dans deux journaux locaux ou régionaux et, si besoin est, nationaux. Cette annonce doit décrire la source perdue, les risques associés, les précautions à prendre en cas de découverte ainsi que les services à contacter. Les frais d'insertion sont à la charge de l'exploitant.

8° En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, il sera fait appel à un centre de secours et non à un corps de première intervention. Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

9° Les sources usagées ou détériorées seront stockées dans des conditions assurant toute sécurité dans l'attente de leur enlèvement qui doit être demandé immédiatement. Les déchets et résidus produits par l'installation seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976.

Article 42 : Dégraissages des pièces métalliques ou électriques

Cuve de dégraissage "Barcène"

L'installation de dégraissage est soumise aux dispositions générales du présent arrêté ainsi qu'aux dispositions particulières ci-dessous, en lieu et place des dispositions de l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2565.

Les rejets d'eaux résiduaires (eaux de rinçage par pulvérisation) doivent se faire au réseau d'eaux usées exclusivement après un traitement approprié des effluents de manière que les valeurs limites de rejet prévues au titre II du présent arrêté soient respectées à tout moment.

Le bain usé constitue un déchet qui doit être éliminé conformément au titre V du présent arrêté.

Le système de rinçage doit être conçu et exploité de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Le volume des eaux de rinçage est limité à 65 m³ par mois.

La cuve de traitement doit être construite conformément aux règles de l'art et résister à l'action chimique du liquide contenu. Cette cuve et sa cuve de rétention doivent être réalisées de manière à être protégées et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

L'aire de rinçage doit être étanche.

Le bon état des cuves doit être vérifié périodiquement par l'exploitant, au moins une fois par an. Cette vérification est consignée dans un document prévu à cet effet.

Fontaines de nettoyage

Les fontaines de nettoyage sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 21 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2564.

Article 43 : Ateliers de charge d'accumulateurs

Les ateliers de charge d'accumulateurs sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925.

Article 44 : Matériels et engins de manutention.

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

TITRE VIII - ECHEANCIER – BILANS - FIN D'EXPLOITATION

Article 45 : Echancier

L'échancier concernant les valeurs limites d'émission est mentionné à l'article 18.

Dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté devront être respectées les dispositions suivantes concernant le dépôt de fioul lourd :

- les moyens de lutte contre l'incendie du dépôt de fioul lourd ;
- les vannes de pied de bac de type sécurité feu commandables à distance et à sécurité positive.

Article 46 : Déclaration annuelle des rejets

Les émissions des installations exploitées sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.

Article 47 : Bilan de fonctionnement

L'exploitant est tenu d'élaborer et d'adresser au préfet un bilan de fonctionnement au plus tard dix ans après la date du présent arrêté conformément à l'arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Ce bilan est ensuite adressé tous les dix ans. Ce bilan intéresse l'ensemble des installations classées.

Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions d'exploitation des installations classées cités à l'article 1.2. Il contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures technologiques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

Article 48 : Fin d'exploitation

Avant l'abandon de l'exploitation de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (décret n° 77-1133, art 34-1).

Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées et dégazées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre,...).

Des dispositions complémentaires seront éventuellement précisées en temps opportun par voie d'arrêté complémentaire dans le cadre de l'instruction de la déclaration de cessation d'activité.

TITRE IX - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 49 : Modifications

Toute modification envisagée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (art. 20 du décret du 21 septembre 1977).

Article 50 : Dossier installation classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;

- le présent arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires éventuels ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit, les rapports de visites et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces documents doivent être conservés pendant 5 ans.
- les documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 51 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'a pas donné son accord.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Article 52 : Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (art. 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 53 : Cessation d'activité

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif une installation classée doit notifier au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci. Il est joint à la notification, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret 77-1133 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Article 54 : Taxe

L'établissement est assujéti à la taxe générale sur les activités polluantes assise sur la délivrance de l'autorisation visée par le présent arrêté.

L'établissement est également assujéti à la taxe générale sur les activités polluantes perçue pour les activités listées par le décret n° 2000-1349 du 26 décembre 2000. Les coefficients de cette taxe annuelle applicable à la date du présent arrêté sont reportés dans le tableau de l'article 1.

Article 55 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 56 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 57 : Ampliation

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement d'Epervanay, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, mesdames la directrice départementale de l'équipement, la directrice de l'agence de l'eau, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, ainsi qu'à messieurs les maires de Oiry, Chouilly, Mareuil sur Ay, Ay, Bisseuil, Plivot, Flavigny et Cramant qui en donneront communication à leurs conseils municipaux.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE 51530 OIRY.

Monsieur le Maire de Oiry procédera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie de Oiry, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Signé : Raymond Le Deun

Par ampliation
Pour le préfet et par délégation
L'attaché principal, chef de bureau

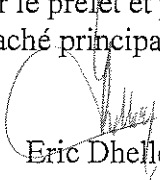

Eric Dhellemme

TABLE DES MATIERES

TITRE I - CONDITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION.....	3
1.1 - Activités autorisées.....	3
1.2 - Installations soumises à déclaration.....	5
ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION.....	5
2.1 - Conformité aux plans et aux données techniques.....	5
2.2 - Intégration dans le paysage.....	5
2.3 - Contrôles et analyses.....	5
2.4 - Contrôles inopinés.....	6
2.5 - Hygiène et sécurité.....	6
2.6 - Maîtrise de l'énergie.....	6
2.7 - Conception des installations.....	6
2.8 - Consignes d'exploitation.....	6
TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU.....	7
ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU.....	7
3.1 - Origine de l'approvisionnement en eau.....	7
3.2 - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau.....	7
3.3 - Relevé des prélèvements d'eau.....	7
3.4 - Protection des réseaux d'eau potable.....	7
3.5 - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe.....	7
ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX.....	8
4.1 - Dispositions générales.....	8
4.2 - Canalisations de transport des fluides.....	8
4.3 - Plan des réseaux.....	8
4.4 - Réservoirs.....	9
4.5 - Cuvettes de rétention.....	9
ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS.....	10
5.1 - Réseaux de collecte.....	10
5.2 - Bassins de confinement.....	10
ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	10
6.1 - Obligation de traitement.....	10
6.2 - Conception des installations de traitement.....	10
6.3 - Entretien et suivi des installations de traitement.....	11
6.4 - Dysfonctionnement des installations de traitement.....	11
6.5 - Raccordement à la station d'épuration communale.....	11
ARTICLE 7 : DEFINITION DES REJETS.....	11
7.1 - Identification des effluents.....	11
7.2 - Dilution des effluents.....	11
7.3 - Interdiction des rejets en nappe.....	11
7.4 - Caractéristiques générales des rejets.....	12
7.5 - Localisation des points de rejet.....	12
ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS.....	12
8.1 - Rejet en cours d'eau.....	12
8.2 - Rejet à la station d'épuration collective.....	13
8.3 - Eaux de refroidissement.....	13
ARTICLE 9 : EPANDAGE D'EAUX USEES OU RESIDUAIRES.....	13
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REJET.....	13
10.1 - Conception et aménagement des ouvrages de rejet.....	13
10.2 - Points de prélèvements.....	13
10.3 - Equipement des points de prélèvements.....	14
ARTICLE 11 : SURVEILLANCE DES REJETS.....	14
11.1 - Autosurveillance.....	14
11.2 - Calage de l'autosurveillance.....	14
11.3 - Conservation des enregistrements.....	14

11.4 - Transmissions des résultats d'autosurveillance	14
ARTICLE 12 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	14
ARTICLE 13 : DECLARATION ANNUELLE DES REJETS.....	15
ARTICLE 14 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	15
TITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	16
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS GENERALES	16
15.1 - Réduction des émissions.....	16
15.2 - Captage des émissions.....	16
15.3 - Odeurs.....	16
15.4 - Stockages	17
ARTICLE 16 : CONDITIONS DE REJET A L'ATMOSPHERE	17
16.1 - Points de rejet à l'atmosphère.....	17
16.2 - Points de prélèvement	17
ARTICLE 17 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES.....	18
ARTICLE 18 : GENERATEURS THERMIQUES.....	18
ARTICLE 19 : AUTRES INSTALLATIONS QUE LES CHAUDIERES	19
19.1 - Constitution des installations.....	19
19.2 - Cheminée du four.....	19
19.3 - Valeurs limites de rejet des émissions sauf chaudières.....	19
ARTICLE 20 : CONTROLE ET SURVEILLANCE	22
20.1 - Autosurveillance	22
20.2 - Calage de l'autosurveillance.....	23
20.3 - Contrôle de l'impact des rejets sur l'environnement	23
20.4 - Dispositions particulières concernant les COV.....	24
20.5 - Déclarations annuelles des rejets à l'atmosphère	24
ARTICLE 21 : PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE	24
TITRE IV - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS.....	25
ARTICLE 22 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION	25
ARTICLE 23 : VEHICULES ET ENGINS.....	25
ARTICLE 24 : APPAREILS DE COMMUNICATION	25
ARTICLE 25 : NIVEAUX ACOUSTIQUES	25
ARTICLE 26 : CONTROLES	26
ARTICLE 27 : MESURES PERIODIQUES.....	26
TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.....	26
ARTICLE 28 : GENERALITES	26
ARTICLE 29 : NATURE DES DECHETS PRODUITS ET CARACTERISATION.....	27
ARTICLE 30 : ELIMINATION – VALORISATION DES DECHETS.....	28
ARTICLE 31 : COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE	29
TITRE VI - PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE.....	30
ARTICLE 32 : REGLES D'IMPLANTATION ET D'AMENAGEMENT	30
32.1 - Clôture de l'établissement	30
32.2 - Comportement au feu des bâtiments.....	30
32.3 - Protection contre la foudre	30
32.4 - Alimentation électrique de l'établissement	30
32.5 - Installations électriques	30
32.6 - Mise à la terre des équipements.....	30
32.7 - Ventilation.....	31
32.8 - Détections en cas d'accident	31
32.9 - Matériel électrique de sécurité	31
32.10 - Charges électrostatiques	31
ARTICLE 33 : REGLES D'EXPLOITATION	31
33.1 - Organisation générale.....	31
33.2 - Contrôle de l'accès	31
33.3 - Surveillance d'exploitation.....	32

33.4 - Localisation des risques.....	32
33.5 - Règles d'exploitation.....	32
33.6 - Surveillance et entretien.....	32
33.7 - Conduite des installations.....	32
33.8 - Interdiction des feux.....	33
33.9 - Permis de travail - Permis de feu.....	33
33.10 - Connaissance des produits - étiquetage.....	33
33.11 - Propreté.....	33
33.12 - Etat des stocks.....	33
33.13 - Vérification périodique des installations électriques.....	34
33.14 - Formation du personnel.....	34
33.15 - Equipements abandonnés.....	34
33.16 - Consignes de sécurité.....	34
33.17 - Règles de circulation.....	34
33.18 - Gestion et séparation des risques.....	35
ARTICLE 34 : MOYENS D'INTERVENTION ET DE SECOURS.....	35
34.1 - Accessibilité et issues.....	35
34.2 - Protection individuelle.....	35
34.3 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	35
34.4 - Equipe de première intervention.....	36
34.5 - Signalement.....	36
34.6 - Réseau d'alerte.....	36
ARTICLE 35 : ORGANISATION DES SECOURS.....	36
TITRE VII - DISPOSITIONS PROPRES A CERTAINES INSTALLATIONS.....	37
ARTICLE 36 : ENTREPOTS DE STOCKAGE.....	37
36.1 - Etat des matières stockées dans les entrepôts.....	37
36.2 - Eloignement.....	37
36.3 - accès.....	37
36.4 - Dispositions constructives.....	37
36.5 - Désenfumage des entrepôts.....	37
36.6 - Compartimentage des entrepôts.....	38
36.7 - Matières particulières.....	38
36.8 - Organisation du stockage.....	38
36.9 - Détection incendie.....	39
36.10 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	39
36.11 - Issues.....	39
36.12 - Installations électriques.....	39
36.13 - Eclairage des entrepôts.....	40
36.14 - Ventilation et chauffage des entrepôts.....	40
36.15 - Travaux de réparation.....	40
36.16 - Consignes pour les entrepôts.....	40
36.17 - Maintenance.....	41
ARTICLE 37 : DEPOT D'HYDROCARBURES.....	41
37.1 - Périmètres d'isolement.....	41
37.2 - Cuvettes de rétention.....	41
37.3 - Protection incendie.....	41
37.4 - Exercice incendie pour le dépôt fioul lourd.....	42
37.5 - Equipements.....	42
37.6 - Inventaire.....	42
37.7 - Travaux d'entretien.....	42
ARTICLE 38 : INSTALLATIONS DE COMBUSTION.....	42
38.1 - Générateurs thermiques.....	42
Le four verrier, les feeders et les arches de recuit sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 (verreries) ou du texte qui s'y substitue.....	42
38.2 - Alimentation en combustibles.....	43
38.3 - Dispositifs de contrôle de la combustion.....	43

38.4 - <i>Entretien et travaux sur les installations de combustion</i>	43
38.5 - <i>Conduite des installations de combustion</i>	44
ARTICLE 39 : INSTALLATION DE REMPLISSAGE DE RESERVOIRS EN GPL	44
ARTICLE 40 : DEPOT DE PALETTES BOIS	44
ARTICLE 41 : SOURCES RADIOACTIVES	44
ARTICLE 42 : DEGRAISSAGES DES PIECES METALLIQUES OU ELECTRIQUES	45
ARTICLE 43 : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS	46
ARTICLE 44 : MATERIELS ET ENGINS DE MANUTENTION.....	46
TITRE VIII - ECHEANCIER – BILANS - FIN D'EXPLOITATION	46
ARTICLE 45 : ECHEANCIER	46
ARTICLE 46 : DECLARATION ANNUELLE DES REJETS.....	46
ARTICLE 47 : BILAN DE FONCTIONNEMENT	47
ARTICLE 48 : FIN D'EXPLOITATION.....	47
TITRE IX - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	47
ARTICLE 49 : MODIFICATIONS.....	47
ARTICLE 50 : DOSSIER INSTALLATION CLASSEE	47
ARTICLE 51 : DECLARATION D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE.....	48
ARTICLE 52 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT	48
ARTICLE 53 : CESSATION D'ACTIVITE.....	48
ARTICLE 54 : TAXE	48
ARTICLE 55 : RECOURS.....	48
ARTICLE 56 : DROITS DES TIERS.....	49
ARTICLE 57 : AMPLIATION	49